

*les risques de longue maladie et capital décès*) (p. 5982).

**ERRECART (M. Jean)**, Député des Basses-Pyrénées (M. R. P.).

Son élection est validée [26 mai 1955] (p. 3058). — Est nommé membre de la Commission de l'agriculture [24 juin 1955] (F. n° 540).

#### Interventions :

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au statut de l'enseignement professionnel agricole : *Solution de synthèse réclamée par la majorité des agriculteurs, collaboration entre l'enseignement public et privé dans l'enseignement technique, loi Falloux et loi d'Astier, centre de l'abbé Granéreau* [6 mai 1955] (p. 2592 et suiv.); — du projet de loi portant fixation du budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES pour 1955 et 1956 ; Art. 3 : *Son amendement (Attribution de l'allocation de la mère au foyer aux artisans ruraux)* [20 juillet 1955] (p. 3966, 3967) ; seconde délibération, Art. 11 : *Son amendement (Abrogation du décret établissant la surcompensation)* (p. 3977, 3978).

**ESTACHY (Mme Yvonne)**, Député des Bouches-du-Rhône (1<sup>re</sup> circonscription) (C.).

*Secrétaire de l'Assemblée Nationale.*

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). — Est nommée membre de la Commission des affaires économiques [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482).

#### Dépôts :

Le 25 septembre 1951, une proposition de loi tendant à allouer à chaque écolier une prime de rentrée de classe de 2.000 francs par l'intermédiaire des caisses d'allocations familiales, n° 1229. — Le 27 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouver-

nement à proroger d'une année le décret n° 51-28 du 6 janvier 1951 portant fixation des modalités d'application de deux jours de repos hebdomadaire dans le commerce de détail non alimentaire, n° 1705. — Le 11 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à décréter les modalités d'application de la loi du 21 juin 1936 sur la semaine de quarante heures au commerce de détail de marchandises autres que les denrées alimentaires, de manière à assurer aux employés deux jours de repos consécutifs et collectifs, n° 1958. — Le 3 avril 1952, une proposition de loi tendant à fixer les modalités d'application de la loi du 21 juin 1936 sur la semaine de quarante heures dans les commerces de détail de marchandises autres que les denrées alimentaires, n° 3183. — Le 17 juin 1952, une proposition de loi tendant à accorder un crédit de 100 millions pour indemniser les agriculteurs de l'Ariège, victimes de violents orages qui ont ravagé entièrement les récoltes, n° 3674. — Le 10 juillet 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures susceptibles de faire baisser le prix de l'huile comestible, n° 4067. — Le 10 juillet 1952, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur la proposition de résolution (n° 2379) de Mme Jeannette Vermeersch et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à rétablir les licences d'importation et les droits de douane pour les articles vestimentaires de provenance étrangère et à faire cesser toute importation de vêtements aussi longtemps que les entreprises françaises n'auront pas retrouvé leur plein emploi, n° 4083. — Le 28 novembre 1952, une proposition de loi tendant à compléter l'article 37 de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 modifiée par la loi n° 49-1651 du 31 décembre 1949 fixant le régime des assurances sociales aux assurés des professions non agricoles, n° 4906. — Le 11 décembre 1952, une proposition de loi tendant à rendre effective la parité entre les prestations familiales des employeurs et travailleurs indépendants et des salariés à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1952, n° 5062. — Le 26 février 1953, une proposition de loi tendant à attribuer les allocations familiales au premier enfant, n° 5690. — Le 10 juillet 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à : 1° accorder un crédit de 300 millions pour